

## "Le concept catholique de l'Europe" dans Luxemburger Wort (8 janvier 1955)

**Légende:** Le 8 janvier 1955, le quotidien catholique luxembourgeois Luxemburger Wort décrit la vision européenne du pape Pie XII et de la communauté catholique.

**Source:** Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 08.01.1955, n° 8/9; 108e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Das katholische Europakonzept", auteur:F., M. , p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_concept\\_catholique\\_de\\_l\\_europe\\_dans\\_luxemburger\\_wort\\_8\\_janvier\\_1955-fr-e78b2dc8-0780-4457-83a3-2ecfcbc46089.html](http://www.cvce.eu/obj/le_concept_catholique_de_l_europe_dans_luxemburger_wort_8_janvier_1955-fr-e78b2dc8-0780-4457-83a3-2ecfcbc46089.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016



## Le concept catholique de l'Europe

Il n'existe pas d'Europe-Vatican, à moins que l'on ne veuille qualifier ainsi la hiérarchie de l'Église catholique romaine, ce qui serait une erreur. Mais il existe effectivement une thèse papale et un concept catholique à propos de l'Europe. Ne serait-il pas étrange que le chef suprême de l'Église catholique romaine n'ait pas d'opinion sur une Europe viable ou que les catholiques n'aient pas le droit d'imaginer une Europe qui ménage une place aussi grande que possible à l'empire de leurs principes?

Pourtant il n'existe pas de plan catholique ou chrétien de l'Europe proprement dit, et les projets élaborés jusqu'à présent se fondent simplement sur une conception morale proche de l'esprit chrétien. Cela se trouve d'ailleurs confirmé par le fait qu'en leur qualité d'hommes d'État respectés, d'éminentes personnalités catholiques ont élaboré ou défendu ces projets pour l'Europe. L'idée de supranationalité, qui vise à renoncer à des droits de souveraineté nationale, à accepter des concessions mutuelles et à réaliser une solidarité qui dépasse les frontières nationales, peut être considérée comme une émanation de la philosophie chrétienne. Toutes les idées d'associations internationales qui refusent de s'inspirer de la pensée chrétienne, qui vont peut-être même jusqu'à la mépriser ou à vouloir la détruire, sont impropres aux yeux des chrétiens et des catholiques, parce qu'elles élargissent aux concentrations internationales les tensions qu'elles ont provoquées à l'intérieur des nations ou parce qu'elles repoussent plus loin les frontières du régime de contrainte qu'elles ont établi au niveau national, comme c'est le cas pour le communisme dans ses États satellites.

L'intégration européenne, c'est-à-dire le processus d'eupéanisation progressive des États concernés, comme l'ont rêvée des Européens de la trempe de Schuman, d'Adenauer, de De Gasperi, de Spaak, etc., entendait la mise en place d'institutions à caractère supranational, lesquelles permettraient la création d'une solidarité européenne efficace dans certains domaines, avec comme objectifs communs, les idéaux de la liberté, de l'humanité et une grande disposition à l'innovation. L'épanouissement des capacités individuelles et des vertus dans un climat de liberté et de tolérance constitue l'une des nombreuses exigences du christianisme. Celles-ci prévoient le respect des droits naturels et des lois morales, ce qui n'est pas pensable dans le cadre d'un régime de jouissance et de matérialisme.

Vu sous cet angle, la politique européenne, telle qu'elle devrait être organisée par le Plan Schuman, la Communauté de défense et la Communauté politique, offre un minimum de garanties aux chrétiens et aux catholiques. Il n'y a pas de plan spécifiquement catholique de l'Europe, car le catholicisme et le christianisme ne sont pas des systèmes politiques, même si les chrétiens, eux aussi, sont en droit de réaliser un tel système et de se concentrer davantage sur l'aspect politique du monde. Ce droit leur appartient au même titre qu'à ceux qui veulent donner une envergure européenne, voire mondiale à leurs idéologies, comme c'est le cas, par exemple, des socialistes, des libéraux et des communistes.

L'Europe, telle que la préfèrent les chrétiens, doit avant tout être réelle et vivante, elle ne doit pas être le prolongement d'un système inerte, matérialiste. Et le peu de ressemblance entre cette conception et une conjuration «vaticane» apparaît sans doute avec la plus grande clarté dans les paroles que le pape lui-même a prononcées, dans son dernier message de Noël, sur le problème de l'unification européenne.

Dans son message, le pape Pie XII se prononce contre la renaissance d'une politique nationaliste. Il constate par ailleurs que les efforts entrepris depuis dix ans pour réaliser une Europe unie et forte ne se retrouvent plus dans les récents accords, qui font plutôt penser aux anciennes coalitions. Selon le pape, nombreux sont ceux qui croient que la grande politique est en train de revenir à un type d'État national qui, par son instabilité dans le choix de ses alliances, fait autant de tort que le type d'État qui prédominait au siècle dernier.

Hier encore, le quotidien de Esche avait foi en l'idée d'Otto von Habsbourg, qui porte sur le retour à la conception traditionnelle de l'ancien Reich, pour démasquer la conception vaticane de la politique européenne. Le pape a toutefois clairement démenti ces propos.

«Le comble de l'erreur, a déclaré le pape, serait de confondre entre la vie de la nation et la politique

nationale. La vie de la nation, à savoir le droit et l'honneur d'un peuple, devrait être mise en avant. Quant à la politique nationale, en revanche, on ne pourrait jamais assez la repousser, tant celle-ci serait la source même du mal infini. Si la politique européenne continuait dans cette direction, peu de temps faudrait-il avant que sa cohésion ne démontre toute sa faiblesse. Même la dynamique d'une force nationale imaginaire constituerait un danger pour les populations restantes. Elle engendrerait alors de l'aversion, attiserait la méfiance et affecterait la collaboration sincère et l'aide mutuelle qui constituent en fait le véritable pouvoir».

Si nos socialistes sont d'accord avec cette idée de l'Europe, nous leur saurons gré de nous le faire savoir.

S'ils devaient se décider à dire non, il faudrait en déduire qu'ils ne s'intéressent pas sérieusement à l'Europe, mais à un système, celui du socialisme, avec lequel ils veulent faire une nouvelle expérience. Mais si d'aventure ils étaient d'accord pour lutter avec nous pour l'Europe telle que nous la souhaitons, parce qu'ils la considèrent comme la seule qui soit digne d'être réalisée, ils doivent reconnaître aussi que leur «Europe vaticane » n'est rien d'autre que le produit d'une peur injustifiée!

M. F.